HAL
open science

Mouvements sociaux, organisations et stratégies

Damon Golsorkhi, Henri Bergeron, Patrick Castel, Rodolphe Durand, Bernard Leca

To cite this version:

Damon Golsorkhi, Henri Bergeron, Patrick Castel, Rodolphe Durand, Bernard Leca. Mouvements sociaux, organisations et stratégies. Revue Française de Gestion, 2011, 8 (217), pp.79 - 91. hal-01299752

HAL Id: hal-01299752

https://sciencespo.hal.science/hal-01299752v1

Submitted on 8 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DAMON GOLSORKHI
Grenoble école de management

HENRI BERGERON
PATRICK CASTEL
Sciences po ; Centre de sociologie des organisations - CNRS

RODOLPHE DURAND
HEC Paris

BERNARD LECA
IAE de Lille ; Rouen Business School

Mouvements sociaux, organisations et stratégies

En France, les « mouvements sociaux » renvoient souvent, dans le langage commun, à une réalité négative, synonyme de protestations sociales, qui seraient soit le produit principal du corporatisme de certains corps de métier (les « cheminots »), soit la voie que choisissent d'emprunter les salariés afin de réagir face à des situations désespérées comme les fermetures sauvages d'entreprises ou les délocalisations massives.

Certes, un mouvement social peut représenter une action collective de protestation et de revendication sociale, voire un soulèvement populaire, mais rarement une révolution. Cependant cette vision est réductrice en ce qu'elle est partiale et partielle. La théorie des mouvements sociaux, dans son acception la plus répandue (Turner et Killian, 1987 ; Tarrow, 1998 ; della Porta et Diani, 2006 ; Snow et Soule, 2010), couvre un espace théorique (Snow *et al.*, 2004) et méthodologique (Klandermans et Staggenborg, 2002) vaste et dense qui vise non seulement l'analyse des situations mentionnées plus haut, mais également et plus générale-

DOI:10.3166/RFG.217.79-91 © 2011 Lavoisier, Paris

ment toutes formes d'action collective durables et, le plus souvent, non institutionnalisées, remettant en cause l'autorité, les détenteurs de pouvoir, ou les croyances et pratiques culturelles dominantes (Goodwin et Jasper, 2009 ; Snow *et al*., 2004).

Pourquoi proposer un dossier sur les mouvements sociaux ? En quoi une telle conception de l'action collective est-elle intéressante pour les sciences des organisations ? Nous avançons deux raisons principales. D'une part, en France, la théorie des mouvements sociaux (TMS), notamment dans sa version anglo-saxonne, n'est guère, pour ne pas dire pas, mobilisée dans les études organisationnelles ; une introduction nous est donc apparue souhaitable. D'autre part, la théorie des mouvements sociaux renouvèle la compréhension des comportements des organisations et contribue à enrichir, amender, voire modifier les approches actuelles, souvent trop conventionnelles.

Cette intention initiale, ainsi que les contributions de ce dossier, nous ont conduit à proposer une introduction en trois temps. Dans une première partie nous présentons trois conceptions théoriques des TMS (parmi beaucoup d'autres) pour identifier et souligner, au-delà des différences apparentes, les similitudes conceptuelles qui existent entre certaines versions de la TMS et certains segments de la théorie des organisations. Nous observons ensuite les apports de la TMS aux études organisationnelles. Nous finissons cette introduction par résumer brièvement les articles qui ont été sélectionnés pour ce dossier.

I – CONCURRENCE THÉORIQUE ET COMPLÉMENTARITÉ CONCEPTUELLE DANS LA TMS

La TMS[1] est une mosaïque théorique composée de plusieurs chapelles qui se bagarrent gaiement, mais sont le plus souvent complémentaires[2], et dont les origines remontent aux travaux fondateurs de Mancur Olson sur la logique de l'action collective (1965)[3]. Même si ce dernier ne traite pas, en soi, des mouvements sociaux, de nombreux travaux ont été fondés sur son idée directrice (Leites et Wolf, 1970 ; Salert, 1976 ; Mueller, 1979 ; Oberschall, 1980) qui consiste à postuler que l'action collective est avant tout le résultat, sous certaines conditions, d'une collectivité d'acteurs individuels qui ont un intérêt en commun à un moment donné et qui agissent de manière conjointe pour faire prévaloir cet intérêt. Ces travaux qui ont plutôt mobilisé une théorie de l'action collective fondée sur une axiomatique utilitariste (Fireman et Gamson, 1979) ne permettent pas de tenir compte d'autres dimensions massivement présentes dans l'étude des mouvements sociaux et plus généralement dans celle de l'action collective, comme les croyances, l'idéologie, la solidarité, l'urgence, la nécessité, l'opportunité, la responsabilité et la loyauté, la conscience de classe, ou l'engagement à contribuer au changement

1. Nous ne faisons pas référence ici aux approches françaises (comme celle d'Alain Touraine) et plus largement européennes (comme celle de Karl-Dieter Opp), connues en France et qui n'ont pas besoin d'être introduites.
2. On trouve une présentation critique de cet ensemble de travaux et de leurs « piliers » conceptuels dans l'ouvrage collectif dirigé récemment par Fillieule *et al.* (2010).
3. Même si, comme nous le voyons plus loin, d'autres racines pourraient être déterminées. Voir à ce propos et pour une analyse approfondie de la généalogie de la TMS Daniel Cefaï (2007).

(Fireman et Gamson, 1979 ; Gamson, 1992)[4]. De nombreux travaux ont été développés afin de rendre compte de ces autres dimensions, aboutissant à l'émergence de recherches portant non plus seulement sur l'action collective en tant que phénomène réunissant des individus rationnels, mais sur les mouvements sociaux en tant que phénomènes sociologiques multidimensionnels. Dans l'espace francophone, les travaux de Touraine (1978, 1982) ou de Gendron (2001, voir aussi Lanciano et Saleilles dans ce dossier) s'inscrivent dans cette démarche. Dans le cadre de cette introduction nous avons choisi d'exposer trois perspectives nord-américaines de la TMS, moins connues en France[5] mais qui possèdent selon nous un potentiel d'exploration et d'exploitation important pour les études sur les organisations. Ces perspectives portent sur la mobilisation des ressources, les structures politiques d'opportunité, et le cadrage.

1. La perspective de la mobilisation des ressources (PMR) (McCarthy et Zald, 1973, 1977)

La PMR est une des théories centrales de la TMS et s'est développée à partir des années 1970. Même si on distingue généralement trois courants en son sein, le courant dominant représenté par McCarthy et Zald (2002) se focalise sur la dynamique et la tactique de l'émergence, de la croissance, du déclin et du changement des mouvements sociaux. L'unité d'analyse étant les acteurs collectifs (le mouvement social en tant que tel ou plus souvent les organisations en elles-mêmes).

Selon cette perspective, de multiples facteurs interviennent dans le développement des mouvements sociaux. En effet, ce qui permet la dynamique de la mobilisation est l'existence 1) d'un support social, composé entre autres par des adhérents qui acceptent les buts du mouvement et des sympathisants qui nourrissent le mouvement en ressources ; 2) d'une variété importante de ressources qui peuvent être mobilisées pour le mouvement, mais aussi 3) de l'engagement d'individus et d'organisations extérieurs qui peuvent accompagner voire provoquer le succès ou contribuer à l'échec du mouvement, comme par exemple les autorités publiques qui tentent parfois de contrôler ou de saper les ressources et soutiennent les contre-mouvements.

Pour les études organisationnelles, ce qui est intéressant dans la PMR, c'est l'intégration quasi systématique d'un mouvement aux organisations, et que désigne le concept d'« organisation de mouvements sociaux » (SMO)[6]. Ce dernier est en fait défini comme « une organisation complexe ou formelle » qui « identifie ses objectifs » en se basant sur « les préférences d'un mouvement social ou d'un contre-mouvement » et « tente de mettre en œuvre ses objectifs » (McCarthey et Zald, p. 1218). La centralité de la mobilisation et des ressources est récurrente dans l'ensemble des trois courants de la PMR (Oberschall, 1973 ; McCarthy et Zald, 1973 ; Tilly, 1978). Les ressources sont définies comme l'ensemble

4. Même si certaines perspectives majeures, comme celle de la mobilisation des ressources, utilisent quelques d'hypothèses olsoniennes, aucune des cinq perspectives traitées ici ne se réclame héritiers d'Olson.
5. Voir cependant l'ouvrage récent de Fillieule *et al*. (2010) et de Céfaï (2007).
6. Social Movement Organizations.

des facteurs/des variables qui ont une utilité pour le mouvement et que les acteurs de ce mouvement peuvent contrôler ou non ; la mobilisation désigne, de son côté, l'ensemble des activités de ce même mouvement pour parvenir à contrôler ces ressources, considérées comme nécessaires à l'atteinte de ses objectifs.

La PMR permet surtout de comprendre comment les organisations ciblent et tentent de remettre en cause des normes, des institutions et des pratiques, souvent dominantes. C'est une approche organisationnelle et collective des processus d'émergence et de changement institutionnel. Le cas des contre-mouvements nous renseigne également sur la contribution des actions collectives politiques au maintien des ensembles institutionnels. Cette perspective paraît donc armée conceptuellement pour traiter des questions qui intéressent au premier chef les études organisationnelles, portant en particulier sur le changement, la stabilité, et les jeux politiques liés.

2. Les structures d'opportunité politique (SOP) (Eisinger, 1973 ; McAdam, 1982 ; Tilly, 1995 ; Tarrow, 1998)

De manière parallèle et complémentaire à la perspective précédente, le concept de SOP permet d'appréhender le contexte (général) des mouvements sociaux, par le biais de l'environnement politique. En effet, tout mouvement se produit dans un environnement où il existe une structure d'opportunités politiques composée d'un certain nombre de variables (Eisinger, 1973). Certaines variables sont ainsi réputées, en vertu de caractéristiques particulières, comme pouvant contribuer favorablement à l'épanouissement d'un mouvement social), tandis que d'autres, le sont beaucoup moins.

Les mouvements qui réussissent évoluent ainsi plutôt dans des SOP considérées comme ouvertes, autrement dit, des structures favorables aux revendications. Cette ouverture qui augmente les chances de succès se matérialise par la possibilité pour les acteurs engagés d'accéder à l'autorité politique, mais aussi par la division des élites sur l'utilité du changement (et donc d'un mouvement qui porterait ce changement).

La SOP, influence donc la stratégie des mouvements, mais également l'impact que ces derniers ont finalement sur leurs environnements (Kitschelt, 1986). La structure est composée d'institutions politiques formelles et de règles institutionnelles qui président à leurs relations. Les acteurs engagés dans le mouvement doivent évaluer son degré d'ouverture et son accessibilité, mais aussi les modes de distribution du pouvoir qui y prévalent, notamment en termes de positions des acteurs qui jouent le rôle de supports ou de détracteurs du mouvement.

Cette perspective permet en fait de compléter la perspective de la mobilisation des ressources, notamment par l'effort qu'elle suggère d'effectuer pour aller au-delà de la seule analyse des SMO et pour prendre en compte les dimensions plus globales et inter-reliées comme les institutions et la structuration du champ institutionnel dans lequel évoluent les acteurs. Cette perspective, avec sa focalisation sur les structures politiques, permet aux études organisationnelles d'appréhender de manière plus approfondie les déterminants macropolitiques structurant les stratégies organisationnelles, mais aussi institutionnelles.

3. Analyse des cadres et dynamique des mouvements sociaux (Snow *et al.*, 1986; Benford et Snow, 2000)

Cette perspective de la TMS s'est développée en réaction des deux précédentes perspectives pour introduire une dimension manquante jusqu'alors dans la PMR et la SOP : la dimension cognitive et normative de l'action et le travail sur les significations qu'entreprennent les acteurs des mouvements sociaux. En effet, pour cette perspective, un mouvement social se produit également parce qu'il y a une assignation de signification et qu'est énoncée une interprétation particulière des événements et situations au principe de l'émergence du mouvement. L'élaboration de significations partagées et de cadres cognitifs ou normatifs est une des conditions décisives d'épanouissement des dynamiques de mobilisation des agents. Ces opérations, indispensables, de « cadrage » *(framing)* concernent non seulement les acteurs pro-mouvements, mais également les autres parties prenantes (Snow, 2004). Pour mobiliser et stabiliser un mouvement, les problèmes, les motifs de colère ou d'insatisfaction doivent ainsi être « reconceptualisés » et cadrés afin de susciter l'adhésion. Une fois institué, un cadre aligne plusieurs schèmes d'interprétation (Snow, 2001) et constitue donc une carte filtrante de la réalité, en permettant de comprendre et d'organiser la réalité, autrement dit de donner du sens à la complexité du monde de manière simplifiée.

Les cadres de l'action collective sont également informés par l'idéologie, « un large faisceau, faiblement intégré, de croyances et de valeurs, fonctionnant comme terreau culturel et comme ressources pour les processus de cadrage » (Snow, 2001, p. 38). Il faut ainsi que les cadres « résonnent » avec ce que Tocqueville nommait les (ou certaines des) « passions générales dominantes » d'une société ou d'un espace social. Le travail de cadrage est donc le fruit d'une action téléologique, de nature politique, de construction de sens. Cette dernière est centrale dans les études organisationnelles, et permet d'expliciter la manière dont un certain nombre d'organisations tentent d'assigner des significations à leurs environnements, et donc à leurs pratiques, et de créer des cadres de l'action permettant l'intégration sociale et la coordination d'acteurs divers.

En guise de conclusion et en synthèse, il apparaît que les mouvements sociaux sont avant tout des « mobilisations » en faveur de/pour la promotion d'idées ou d'intérêts mal représentés et de pratiques peu courantes, voire déviantes. Cette représentation se fait publiquement par la remise en cause de systèmes de pratiques et de croyances établies (Gamson, 1975). Afin de réussir, les membres d'un mouvement social coordonnent souvent leurs actions stratégiques dans une SMO (McCarthey et Zald, 1977) en cherchant à mobiliser des ressources pour leurs causes et en tentant d'influencer, au-delà de l'organisation cible, les structures politiques de leurs environnements. Ce double travail de mobilisation des ressources autour du mouvement, et d'influence des structures politiques se fait, en particulier (mais pas seulement) par le biais d'un travail de cadrage (Snow *et al.*, 1986) qui a pour objectif d'impacter les cadres cognitifs et évaluatifs des membres du mouvement social, tout en diffusant et convaincant du bien-fondé des actions menées et du discours porté auprès de l'opinion publique ou des politiques. Ce travail politique de

cadrage s'apparente à un travail d'assignation de signification et de construction de sens pour les adhérents comme pour l'environnement du mouvement.

Ces trois perspectives n'épuisent pas l'ensemble des perspectives de la TMS, déclinées en plusieurs chapelles (et sous-écoles). D'autres perspectives de la TMS auraient pu être mentionnées ici comme celle s'intéressant en particulier aux phénomènes identitaires et aux processus de construction d'une identité collective ainsi qu'au rôle des émotions dans pareil processus (Polletta et Jasper, 2001) ou celle portant sur la politique du conflit (Tilly et Tarrow, 2008) pour ne citer que les plus connues. L'objectif n'est pas cependant d'être exhaustif, faute de place, mais d'introduire quelques perspectives qui semblent intéressantes pour les études organisationnelles. Dans la partie suivante, nous allons précisément parler du potentiel de la TMS dans le champ de la théorie des organisations et du management.

II – LE POTENTIEL DE LA TMS POUR L'ÉTUDE DES ORGANISATIONS

Durant ces dernières années, le champ de la TMS et le champ de la théorie des organisations ont dialogué, se sont enrichis et ont constitué un domaine de recherche à part entière faisant l'objet de nombreuses publications sous forme de livres (Davis *et al.*, 2005) ou de numéros spéciaux de revues (Davis *et al.*, 2008 ; de Bakker *et al.*, à paraître). Il s'agit là de la résurgence de travaux déjà anciens sur les liens entre les mouvements sociaux et les organisations comme ceux de Michels (1911), Selznick (1948, 1952), Lipset *et al.* (1956) et beaucoup d'autres travaux fondateurs de la sociologie des organisations ou de la sociologie politique. Ces travaux mettent les organisations au centre des mouvements sociaux. Ils seraient classés aujourd'hui à la croisée des chemins de la théorie des mouvements sociaux et de la théorie des organisations[7]. Cependant, c'est à partir des années 1960 que la place des organisations dans les mouvements sociaux et des relations entre ces entités devient prégnante et formellement reconnue (Zald et Denton, 1963 ; Tilly et Rule, 1965 ; Zald et Ash, 1966 ; Gamson, 1968), la véritable formalisation des travaux intégrant les mouvements sociaux et la théorie des organisations datant des articles de Mayer Zald (Zald et McCarthy, 1973, 1977 et surtout le texte fondateur de Zald et Berger en 1978).

Mais en tant que chercheurs et praticiens des organisations, une question se pose : À quoi peut servir la TMS et quel est son potentiel pour les travaux en gestion ? Nous répondons à cette question en exposant rapidement l'apport des travaux qui portent sur les relations entre mouvements sociaux et organisations.

De l'aveu même de Mayer Zald[8], il y a eu un vide entre la publication de ses travaux et le vrai décollage de ce domaine de recherche au carrefour des études organisationnelles et de la TMS. Les articles clés qui

7. Il est à noter que ces travaux, même si ils concernent directement ou indirectement, partiellement ou totalement, ce que nous appelons aujourd'hui les mouvements sociaux, n'ont jamais été à leur époque (et certains même aujourd'hui) classés en tant que tel. Nous n'allons pas faire le développement historique de ce premier pan de la littérature pour des questions évidentes de place.

8. Séminaire « Praxis, stratégie et organisation » au Centre de sociologie des organisations, 6 octobre 2009.

ont eu un impact important sur ce « renouveau » ne sont cependant pas si nombreux. Les travaux de Davis et Thompson (1994) sur la montée de l'activisme des actionnaires, ceux de Clemens (1997) sur l'innovation organisationnelle, ceux de Rao et *al*., (2003) sur la transformation de la logique institutionnelle, de Rao (1998) sur la construction de nouvelles formes organisationnelles ou encore ceux de Soule (1997) sur la diffusion de pratiques entre les organisations ou sur la responsabilité sociale des entreprises (2009) ont tous portés sur les interactions entre de nouvelles catégories d'acteurs organisés, avec des logiques d'action qui permettaient d'ouvrir des opportunités pour changer l'ordre institutionnalisé.

Le pan de travaux le plus important concerne très probablement le rapprochement de l'analyse institutionnelle et la TMS. Si la quasi-totalité des travaux actuels sont effectués autour de la dynamique institutionnelle et des mouvements sociaux, c'est que la définition même d'un mouvement social telle que nous l'avons énoncée précédemment, met les institutions au centre des problématiques d'actions collectives. En effet, l'objectif d'un mouvement social est de contester et de remettre en cause une institution, un cadre établi, le *statu quo*, des pratiques communes, des représentations et croyances et donc de provoquer, *in fine*, le changement, voire la transformation. Des synthèses de ce rapprochement étant disponibles ailleurs (McAdam et Scott, 2005 ; Schneiberg et Lounsbury, 2008), nous ne nous y attardons pas. Ce qui est intéressant à retenir ici, c'est que la TMS fournit les outils conceptuels nécessaires à la théorie néo-institutionnaliste afin que celle-ci explore un certain nombre de thèmes, qu'elle avait jusque-là eu du mal à saisir. Ainsi, McAdam et Scott (2005) soutiennent que les forces de la TMS sont les faiblesses des études organisationnelles et *vice-versa* : la TMS est ainsi mieux équipée pour saisir les dynamiques et processus, l'émergence, le changement et le conflit, alors que les études organisationnelles seraient, ce qui n'est cependant pas toujours vrai, beaucoup plus concernées par la structure, les organisations, les pratiques et croyances établies, la stabilité et l'autorité institutionnalisée. En somme, ensemble, ces deux perspectives pourraient permettre de répondre plus aisément à des questions que l'une ou l'autre ne peuvent parfaitement cerner.

Ceci dit, d'autres travaux existant à la croisée des chemins des études organisationnelles et de la TMS n'ont pas attendu ces synthèses, certaines très ambitieuses (Fligstein et MacAdam, 2011 ; à venir), pour s'intéresser aux impacts qu'ont les mouvements sociaux sur les organisations et les institutions. Ainsi, quelques travaux montrent comment les organisations sont contraintes par les mouvements sociaux de changer certaines de leurs pratiques, voire même leurs stratégies (Hoffman, 1999 ; Lounsbury, 2001 ; Scully and Segal, 2002 ; Lounsbury *et al*., 2003 ; Berry, 2003 ; Baron, 2003 ; Schurman, 2004 ; Luders, 2006 ; King, 2008). Ces travaux s'affirment parmi les recherches potentiellement les plus utiles pour les praticiens des organisations et les organisations de mouvements sociaux. En effet, appréhender les conditions de l'impact et de l'action, leurs différents niveaux (Soule, 2012), le processus de changement ou de stabilité, la configuration des actions politiques à travers les tactiques et stratégies des parties, et les contre-mouvements éventuels, pourraient aider les pra-

ticiens à voir non seulement en quoi et comment ils sont impactés, mais également à voir à travers un certain nombre de cas historiques, que l'impact d'un mouvement social peut être très bénéfique pour l'organisation ciblée (à rebours d'une croyance générale sur la négativité des mouvements). Ainsi, bon nombre de pratiques destructrices de valeurs (sociétales et écologiques) ont été changées jusqu'à faire évoluer la stratégie de certaines grandes entreprises. Le cas le plus étudié et connu est celui de McDonald qui a fait évoluer sa politique marketing et produit ou l'origine et la qualité de ses matières premières, grâce (certains diront « à cause ») de mouvements sociaux importants. Les bénéfices qu'en tire aujourd'hui cette entreprise est en partie le résultat de la contestation significative et conséquente qui s'est exprimée à l'encontre de certaines de ses pratiques dans les années 1990 et 2000. Ce ne sont là que quelques-uns des bénéfices heuristiques que produit l'étude des mouvements sociaux pour la théorie des organisations : l'organisation comme manifestation de mouvements (King et Haveman, 2008), la collaboration entre mouvements et organisations (O'Mahony et Bechy, 2008) ou encore l'émergence des marchés comme le résultat de mouvements (Weber *et al.*, 2008) sont autant d'exemples que nous ne pouvons ici développer[9].

Notons que les travaux actuels à la croisée de la TMS et des études organisationnelles privilégient surtout le niveau organisationnel et institutionnel, autrement dit, mesoscopique et macroscopique. Ces travaux considèrent les organisations « anthropomorphiquement », et se concentrent principalement sur les liens entre les organisations et leurs environnements ou encore sur les relations interorganisationnelles. Mais la TMS pourrait également être utilisée dans les approches plus microscopiques ou des sujets et thèmes très différents de ceux abordés jusqu'ici. Les articles de ce dossier donnent quelques pistes allant dans ce sens.

III – LES CONTRIBUTIONS À CE DOSSIER

Les articles sélectionnés pour ce dossier reflètent la diversité des approches théoriques, et offrent ainsi aux chercheurs un panorama des analyses possibles des mouvements sociaux mais témoignent également de la diversité des objets empiriques que ces approches permettent de saisir.

Grégoire Croidieu et Philippe Monin analysent les effets de cadrage visant à assurer la constitution d'une identité collective au sein du mouvement des « vins de garage ». Cette étude leur permet de montrer que le travail de construction d'une identité collective ne relève pas seulement de la théorisation et de la labellisation mais également de la résonance avec d'autres préoccupations des parties prenantes les plus importantes, ainsi que de la polarisation (se définir autant avec certains que contre d'autres). Leur travail constitue non seulement un apport à l'analyse des mouvements sociaux mais permet également d'envisager des liens entre ceux-ci et les recherches sur les dynamiques concurrentielles entre groupes d'entreprises.

9. Voir pour plus de détails, l'introduction du numéro spécial de la revue *Administrative Science Quarterly* de Davis *et al.* (2008).

Le travail d'Hélène Peton fait écho à cette étude en montrant comment la mise en place d'une organisation frontière réunissant les acteurs d'un mouvement social et leurs opposants peut éviter cette polarisation et ainsi réduire l'influence du mouvement en question. Peton explore ainsi la mise en place et l'utilisation d'une organisation frontière afin non pas de soutenir, mais de résister à un mouvement social et d'assurer ainsi le maintien des pratiques en place, en l'espèce la pratique du flocage à l'amiante. Le Comité permanent amiante a été cette organisation frontière dont l'activité a conduit à dédramatiser l'amiante, son exploitation et son usage, et en associant les acteurs du mouvement social à atténuer la portée de celui-ci.

Alors que les mouvements sociaux sont fréquemment analysés hors des entreprises, Rhama Chekkar-Mansouri et Stéphane Onnée utilisent les analyses proposées par les chercheurs anglo-saxons, ainsi que le travail séminal d'Hirschmann sur la défection et la prise de parole, pour proposer un nouvel éclairage sur les luttes sociales *au sein* des organisations. En s'appuyant sur une étude exploratoire du conflit qui opposa des salariés de la Société générale à la direction générale de cette banque en 1993, ils montrent que cette mobilisation leur permet de proposer un cadre qui lie les interactions au sein de l'organisation et leurs liens avec le contexte social et politique plus général dans lequel évolue cette entreprise.

Émilie Lanciano et Séverine Saleilles combinent l'analyse des nouveaux mouvements sociaux économiques (NMSE) et la notion émergente de « travail institutionnel », pour rendre compte de la façon par laquelle l'un de ces mouvements, celui des Amap, impose ou tente d'imposer un nouveau mode de consommation politique. En effectuant cette analyse combinée, ils offrent d'une part une analyse processuelle plus fine de l'institutionnalisation d'un NMSE, en rendant compte du travail effectué par les acteurs pour assurer la régulation interne du mouvement et sa légitimité externe, et enrichissent d'autre part les recherches sur le travail institutionnel en mettant en évidence les tensions que ce travail provoque

Ces articles offrent ainsi un large panorama des approches possibles des mouvements sociaux, et de l'apport de ces analyses tant à la théorie des organisations qu'à la gestion.

Bibliographie

Agrikoliansky E., Sommier I. et Fillieule O., (Eds.), *Penser les mouvements sociaux*, La Découverte, Paris, 2010.

Baron D.P., "Private Politics", *Journal of Economics and Management Strategy*, 12, 2003, p. 31-66.

Benford R. & Snow D., "Framing rocesses and social Movements: an overview and assessment", *Annual Review of Sociology*, 26, 2000, p. 611-639.

Berry G.R., "Organizing Against Multinational Corporate Power in Cancer Alley: The Activist Community as Primary Stakeholder, *Organization and Environment*, 16, 2003, p. 3-33.

Clemens E.S., *The People's Lobby: Organizational Innovation and the rise of interest group politics in the United States 1890-1925*, University of Chicago Press, Chicago, 1997.

Davis G. Morrill C. Rao H. & Soule S.A., "Introduction: Social Movements in Organizations and Markets", *Administrative Science Quarterly*, 53, 2008, p. 389-394.

Davis G., McAdam D., Scott R.W. et Zald M., *Social Movements and Organization Theory*, Cambridge University Press, New York, 2005.

Davis G.F. et Thompson T., "A Social Movement Perspective on Corporate Control", *Administrative Science Quarterly*, 39, 1994, p. 141-173.

de Bakker F.G.A., den Hond F., King B. et Weber K., "Social Movements, Corporations and Civil", *Organization Studies*, Special Issue, à paraître en 2012.

Della Porta D. et Diani M., *Social Movements: An Introduction,* 2nd edition, Blackwell Publishing, Malden, 2006.

Eisinger P.K., "The Conditions of Protest Behavior in American Cities", *American Political Science Review*, 67, 1973, p. 11-28.

Fireman B. et Gamson W.A. "Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective", *The Dynamics of Social Movements*, Zald M.N. et McCarthy J., (Eds.), Winthrop, Cambridge, 1979.

Gamson W.A., *Power and Discontent,* Dorsey, Homewood.

Gamson W.A., *The Strategy of Social Protest*, Dorsey, Homewood, 1975.

Gamson, W.A., The *Social Psychology of Collective Action*, *Frontiers in Social Movement Theory*, Morris A.D. et McClurg, Mueller C., (Eds.), Yale University Press, Yale, 1992

Gendron C., « Émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques », *revue POUR*, 172, 2001, p. 175-181.

Goodwin J. et Jasper J.M., *The Social Movements Reader. Cases and Concepts*, 2nd edition, Wiley-Blackwell, Malden, 2009.

Hoffman A. "Institutional evolution and Change: Environmentalism and the US Chemical Industry", *Academy of Management Journal*, 42, 1999, p. 351-371.

King B.G., "A political mediation model of corporate response to social movement activism", *Administrative Science Quarterly*, 53, 2008, p. 395-421.

King M.D. et Haveman H.A. "Antislavery in America: The press, the pulpit, and the rise of anti slavery societies", *Administrative Science Quarterly*, 53, 2008, p. 492 528.

Kitschelt H., "Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies", *British Journal of Political Science*, 16, 1986, p. 57-85.

Klandermans B. et Staggenborg S., (Eds.) *Methods of Social Movement Research,* University of Minnesota Press: Minneapolis, 2002.

Leites, N.C. et Wolf Jr C., *Rebellion and Authority. An Analytic Essay on Insurgent Conflicts,* Rand Corporation: Santa Monica, 1970 – Disponible en ligne : http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/reports/2006/R0462.pdf

Lipset S.M., Trow M.A. et Coleman J.S., *Union democracy: the internal politics of the International Typographical Union*, Free Press, New York, 1956.

Lounsbury M., “Institutional Sources of Practice Variation: Staffing College and University Recycling Programs”, *Administrative Science Quarterly*, 46, 2001, p. 29-56.

Lounsbury M., Ventresca M.J. et Hirsch P., “Social Movements, Field Frames, and Industry Emergence”, *Socio-Economic Review*, 1, 2003, p. 71-104.

Luders J., “The Economics of Movement Success: Business Responses to Civil Rights Mobilization”, *American Journal of Sociology*, 111, 2006, p. 963-998.

McAdam D. et Scott W.R., “Organizations and Movements”, *Social Movements and Organization Theory*, Davis G., McAdam D., Scott R.W. et Zald M., Cambridge University Press, New York, 2005, p. 4-40.

McAdam D., *Political Process and the Development of Black Insurgency. 1930-1970*, The University of Chicago Press, Chicago, 1982.

McCarthy J.D. et Zald M.N., “Resource Mobilization and Social Movements”, *American Journal of Sociaology,* vol. 82, n° 6, 1977, p. 1212-1241.

McCarthy J.D. et Zald M.N., *The Trend of Social Movements in America: Professionalization and Resource Mobilization*, General Learning Corporation, Morristown, 1973.

McCarthy J.D. et Zald M.N., “The Enduring Vitality of the Resource Mobilization Theory of Social Movements”, *Handbook of Sociological Theory*, Turner J. (Ed.), Kulwer Academic/Plenum Publishers, New York, 2002.

Michels R., *Political Parties: A Sociological Study of the Oligarchical Tendencies of Modern Democracy*, The Free Press, New York, 1911/1915.

Mueller E.N., *Aggressive Political Participation*, Princeton University Press, Princeton, 1979.

O’Mahony S. et Bechky B., “Boundary Organizations: Enabling Collaboration Among Unexpected Allies”, *Administrative Science Quarterly*, 53, 2008, p. 422-459.

Oberschall A., *Social Conflict and Social Movements*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1973.

Oberschall A.,“Loosely Structured Collective Conflict: A Theory and An Application”, *Research in Social Movements, Conflict and Change*, vol. 3, 1980, p. 45-68.

Olson M., *The Logic of Collective Action*, Harvard University Press: Cambridge, 1965.

Polletta F. et Jasper J.M., “Collective Identity and Social Movements”, *Annual Review of Sociology*, 27, 2001, p. 283-305.

Rao H., “Caveat Emptor: The Construction of Nonprofit Consumer Watchdog Organizations”, *American Journal of Sociology*, 103, 1998, p. 912-961.

Rao H., Monin P. et Durand R., “Institutional Change in Toque Ville: Nouvelle Cuisine as an Identity Movement In French Gastronomy”, *American Journal of Sociology*, 108, 2003, p. 795-843.

Salert B., *Revolutions and Revolutionaries. Four Theories*, Elsevier, New York, 1976.

Schneiberg M. et Lounsbury M., “Social Movements and Institutional Analysis”, *The Handbook of Organizational Institutionalism*, Greenwood R., Oliver C., Sahlin-Andersson K. et Suddaby R. (Eds.) Sage, London, 2008

Schurman R. “Fighting “Frankenfoods”: Industry Opportunity Structures and the Efficacy of the Anti-Biotech Movement in Western Europe”, *Social Problems*, 51, 2004, 243-268.

Scully M. et Segal A. “Passion with an Umbrella: Grassroots Activists in the Workplace”, *Social Structure and Organizations Revisited*, Lounsbury M. et Ventresca M.J. (Eds.), *Research in the Sociology of Organizations Series*, 19, 2002, p. 125-168.

Selznick P., “Foundations of the Theory of Organization”, *American Sociological Review*, vol. 13, n° 1, 1948, p. 25-35.

Selznick P., *The Organizational Weapon: A Study of Bolshevik Strategy and Tactics*, McGraw-Hill, New York, 1952.

Snow D., “Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields”, *The Blackwell Companion to Social Movements,* Snow D.A., Soule S.A. et Kriesi H., (Eds.), Blackwell, Malden, 2004, p. 380-412.

Snow D., « Analyse de cadres et mouvements sociaux », *Les formes de l’action collective. Mobilisations dans des Arènes Publiques*, Cefaï D. et Trom D., (sous la direction de) Éditions de l’EHESS, Paris, 2001, p. 27-49.

Snow D., Rocheford B., Worden S. et Benford R., Frame “Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation”, *American Sociological Review*, 51, 1986, p. 464-481.

Snow D.A. et Soule S.A., *A Primer on Social Movements*, W.W. Norton, New York, 2010.

Snow D.A., Soule S.A et Kriesi H. (Eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements,* Blackwell, Malden, 2004.

Soule S.A., “Targeting Organizations: Private and Contentious Politics”, *Rethinking Forms of Power in Organizations, Institutions and Markets, Research in the Sociology of Organizations Series*, Courpasson D., Golsorkhi D. et Sallaz J. (Eds.), 34, 2012.

Soule S.A., “The Student Divestment Movement in the United States and Tactical Diffusion: The Shantytown Protest”, *Social Forces*, 75, 1997, p. 855-883.

Soule S.A., *Contention and Corporate Social Responsibility,* Cambridge University Press, Cambridge, 2009.

Tarrow S., *Power in Movement: Social Movements, Collective Action & Politics,* New York, Cambridge University Press, 1998.

Tilly C. et Rule J.B., *Measuring Political Upheaval*, Center of International Studies, Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, Princeton, 1965.

Tilly C. et Tarrow S., *Politique(s) du conflit*, Presses de Sciences Po, Paris, 2008.

Tilly C., *From Mobilization to Revolution,* Random House, New York,1978.

Tilly C., *Social Movements 1768-2004*, Paradigm, Boulder, 1995.

Touraine A. (sous la dir. de), *Mouvements sociaux d’aujourd’hui. Acteurs et analystes,* Éd. Ouvrières, Paris, 1982.

Touraine A., *La Voix et le Regard*, Le Seuil, Paris, 1978.

Turner R.H. et Killian L.M., *Collective Behavior*, Prentice Hall, Englewood-Cliffs, 1987.

Weber K., Heinze K. et DeSoucey M., “Forage for Thought: Mobilizing Codes in the Movement for Grass-fed Meat and Dairy Products”, *Administrative Science Quarterly*, 53, 2008, p. 529-567.

Zald M.N. et Ash R., “Social Movements Organizations: Growth, Decay and Change”, *Social Forces*, 44, 1978, p. 327-341.

Zald M.N. et Berger M.A., “Social Movements in Organizations: Coup d’Etat, Insurgency, and Mass Movement”, *American Journal of Sociology,* 83, 1966, p. 823-861.

Zald M.N. et Denton P., “From Evangelism to General Service: on the Transformation of the YMCA”, *Administrative Science Quarterly*, 82, 1963, p. 214-234.